

| Número | Objet |
|----------|---|
| 024/2025 | Approbation de la convention d'objectifs et de financement bipartite - Subvention ALSH «Extrascolaire» - Bonus territoire CTG - Complément inclusif, entre la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales – Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer |

Envoyé en préfecture le 05/06/2025

Reçu en préfecture le 05/06/2025

Publié le

Nomenclature

ID : 013-211300363-20250603-25_CM_024-DE



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **21**
Procurations : **5**
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Approbation de la convention d'objectifs et de financement bipartite - Subvention ALSH «Extrascolaire» - Bonus territoire CTG - Complément inclusif, entre la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales – Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POUFFIER Yvette, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Absents excusés et représentés : DELAIR Patrick représentée par TROUSSEL Marc, AMAT Bruno représenté par POURTIER Yvette, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absente excusée : ROSELLO Louis.

Dans le cadre de sa politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, la CAF soutient le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, notamment :

L'accueil de loisirs **Extrascolaire** est celui qui se déroule pendant les vacances scolaires.

Le **bonus** territoire CTG est un **complément** aux subventions « **Extrascolaire** ». Il constitue une aide au fonctionnement et au développement, pérenne et pluriannuel, destiné aux services soutenus financièrement par la collectivité par le versement d'une subvention de la CAF entre-autres à la **jeunesse**.

Offre existante :

Le financement du bonus territoire CTG est accordé dans la limite de l'offre existante qui s'élève pour l'année de référence de la présente convention à : **25 949 heures d'accueil**.

Montant forfaitaire de bonus territoire CTG pour les places existantes soutenues par la collectivité : **0.32 €/h**.

Le montant forfaitaire est calculé par la CAF à partir du montant total de bonus territoire CTG comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents) soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Offre nouvelle :

Dans ce cadre, la branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions **enfance/jeunesse dans** le cadre du bonus territoire CTG.

Les heures nouvelles feront l'objet d'un **financement allant au-delà des heures existantes** contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours.

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Subvention ALSH, complément inclusif, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas un pourcentage des charges de fonctionnement de L'ALSH « Extrascolaire ». En cas de dépassement, l'écêtement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

Le taux de ressortissants du régime général pour la subvention ALSH « Extrascolaire » pour la présente convention est fixé à : **98.05 %**.

La présente convention de financement est proposée du 01/01/2025 au 31/12/2028 .

Cette convention permet de contractualiser le financement CAF entre-autres aux « Journées Ados ». Elle concerne donc l'option 5, qui prévoit **notamment** des prestations éligibles à un financement des séjours organisés par les accueils extrascolaires d'une durée de **1 à 4 nuits** ainsi que les séjours de **5 nuits et 6 jours** remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention. Pour les séjours détaillés au point 2.1 de la convention, les actes ouvrants droits retenus sont fixés à **10 heures par jour et par jeunes/enfants** sous réserve de satisfaire à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- Accueillir de manière régulière de 7 à 300 mineurs ;
- Offrir une diversité d'activités organisées ;
- Avoir un caractère éducatif ;
- Se dérouler sur 14 jours au moins consécutifs ou non au cours d'une même année ;
- Sur une durée minimale de deux heures par journée de fonctionnement.

Le Conseil Municipal à l'Unanimité décide de :

Approuver la convention d'objectifs et de financement de prestations de service ALSH «extrascolaire, bonus territoire CTG et Complément inclusif» entre la commune d'Eyragues et la Caisse d'Allocations Familiales, telle que présentée ;

Autoriser M. Le Maire ou son représentant à signer la présente délibération, la convention correspondante ainsi que l'ensemble des documents s'y rattachant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*